

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE
2735/GR-HA

entre la

REPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Programme de Transformation Institutionnelle et de Modernisation du Secteur de l'Energie – II

2 juillet 2012

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

CLAUSES SPECIALES

INTRODUCTION

Parties, Objet, Eléments Intégrants et Organisme d'Exécution

1. PARTIES ET OBJET DE L'ACCORD

ACCORD signé le 2 juillet 2012 entre la REPUBLIQUE D'HAÏTI, par l'intermédiaire du Ministère de l'Economie et des Finances, dénommée ci-après le « Bénéficiaire» et la BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT, ci-après dénommée la «Banque», en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque, afin de coopérer à l'exécution du programme de transformation institutionnelle et de modernisation du secteur de l'énergie – II, ci-après dénommé le «Programme».

2. PARTIES INTEGRANTES DE L'ACCORD ET REFERENCE AUX NORMES GENERALES

(a) Le présent Accord est composé des Clauses Spéciales et des Normes Générales qui s'y ajoutent. Si une disposition des Clauses Spéciales n'est pas conforme aux Normes Générales ou est en contradiction avec les dites Normes Générales, c'est cette disposition des Clauses Spéciales qui prévaut. En cas de défaut de conformité ou de contradiction entre les dispositions des Clauses Spéciales, c'est le principe selon lequel la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale qui s'applique.

(b) Les Normes Générales établissent de façon détaillée les dispositions des procédures faisant référence à l'application des clauses relatives aux décaissements ainsi qu'aux autres dispositions concernant l'exécution du Programme. Les Normes Générales comprennent également des définitions à caractère général.

3. ORGANISME D'EXECUTION

Les parties conviennent que l'exécution du Programme sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire du Ministère de l'Economie et des Finances, ci-après dénommé «l'Organisme d'Exécution » ou le «MEF», avec l'appui du Ministère des Travaux Publics, des Transports, Energie et Communications (MTPTEC) ; d'Electricité d'Haïti (EDH) ; et du Conseil de Modernisation des Entreprises Publiques (CMEP).

CHAPITRE I

Coût et financement non remboursable

CLAUSE 1.01 **Montant du financement non remboursable.** Conformément aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et celui-ci accepte, un financement non remboursable, ci-après dénommé la «Contribution», sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à concurrence d'un montant de douze millions de dollars (US\$12 000 000) faisant partie desdites ressources.

CLAUSE 1.02 **Objet.** (a) L'objet de la Contribution est de fournir au Bénéficiaire des ressources fongibles afin d'appuyer des actions de politique de réforme dans un Programme de transformation institutionnelle et de modernisation du secteur de l'énergie.

(b) Les ressources de la Contribution ne pourront pas être utilisées pour financer les dépenses indiquées à la Clause 2.05.

CHAPITRE II

Clauses Relatives aux Décaissements

CLAUSE 2.01 **Disposition Générale.** (a) La Banque décaissera les ressources de la Contribution en se conformant aux conditions et procédures stipulées au Chapitre III des Normes Générales ainsi qu'aux Clauses Spéciales établies dans le présent Chapitre.

(b) Le décaissement se fera en une seule tranche à concurrence d'un montant de douze millions de dollars (US\$12 000 000) sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque.

CLAUSE 2.02 **Conditions Préalables au Décaissement.** Le décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation des conditions préalables énoncées dans les Articles 3.01 et 3.03 des Normes Générales, ainsi qu'aux conditions suivantes :

(a) Maintenir, à la satisfaction de la Banque, un cadre macroéconomique viable menant à l'achèvement des buts du Programme ; et

(b) Maintenir ouvert le compte spécial qui est mentionné dans l'Article 3.01(c) des Normes Générales, où la Banque fera le dépôt des ressources de la Contribution.

CLAUSE 2.03 **Conditions Spéciales Préalables au Décaissement de la Seule Tranche de la Contribution.** Le décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation, à la satisfaction de la Banque, en plus des conditions préalables stipulées dans la Clause 2.02, aux conditions suivantes :

I. Réforme du secteur de l'Energie

- (a) Présentation de l'avant-projet de politique énergétique de la République d'Haïti visant à créer un secteur énergétique moderne et efficient qui réponde aux besoins à long terme du pays et qui couvrira : (i) les aspects réglementaires tels que la préparation des dispositions législatives, les normes, la formulation des politiques et des mesures réglementaires connexes ; (ii) les aspects de planification et de supervision, et (iii) les aspects institutionnels tels que la définition des responsabilités pour la préparation de plans stratégiques et de programmes, la structure tarifaire et l'organisation institutionnelle du secteur énergétique.
- (b) Divulgence et publication détaillées des indicateurs du secteur énergétique afin d'accroître la transparence des transferts financiers au sein du secteur énergétique. Ces indicateurs du secteur énergétique sont préparés et publiés jusqu'au 3ème trimestre 2011 par le biais du Tableau de Suivi (tableau de bord) du secteur énergétique et qui comprennent entre autres : (i) transferts budgétaires bruts à EDH (incluant Petrocaribe) ; (ii) heures d'électricité fournies à Port-au-Prince et en provinces ; (iii) volume de carburant livré au cours du mois ; (iv) prix pétrolier en gourdes par gallons ; (v) électricité produite, consommation de carburant et consommation spécifique des usines thermiques, et (vi) frais de service des producteurs privés d'électricité.

II. Modernisation d'Electricité d'Haïti

- (a) Mise en œuvre de la Phase III (troisième et dernière phase) du Contrat de gestion de la transition (anciennement dénommé CGI) dans le cadre d'un Accord d'amélioration de l'exploitation (AAE) selon lequel un contractant indépendant qualifié entreprend les améliorations essentielles pour qu'EDH parvienne à réduire ses pertes commerciales, améliorer ses recettes et fournir de meilleurs services d'électricité aux ménages et aux entreprises. L'AAE doit s'accompagner d'un plan de performance avec comparaison des résultats à obtenir dans des domaines particuliers et qui sont : (i) augmentation de l'indice de recouvrement de la trésorerie (IRT) à 48%, (ii) 60 000 clients actifs ajoutés à la base clients d'EDH, (iii) augmentation des économies d'EDH pour atteindre un niveau financièrement durable, et (iv) tenue de réunions périodiques du Conseil d'Administration d'EDH.
- (b) Intégration d'une nouvelle structure de gestion avec une équipe de spécialistes de services d'utilité publique dépendant directement du Conseil d'Administration d'EDH et disposant du pouvoir de diriger et de gérer des initiatives commerciales (y compris des opérations et des investissements), de réduire les pertes commerciales et d'améliorer la performance financière d'EDH, tout en assurant une formation sur le tas pour les homologues d'EDH. Cette nouvelle structure de gestion comprendra également la création d'un Comité d'amélioration des opérations spéciales (CAOP) disposant d'un pouvoir délégué du Conseil d'Administration d'EDH pour prendre les décisions correspondantes au plan financier, opérationnel et au niveau de l'entreprise.

- (c) Mise en place du Système de gestion commerciale (SGC) qui contribuera à l'amélioration de la gestion de la facturation, au contrôle du recouvrement et aux activités relatives aux clients et à la formation.

CLAUSE 2.04 **Délai du Décaissement.** Le délai pour le décaissement des ressources de la Contribution est fixé à douze (12) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

CLAUSE 2.05 **Dépenses Exclues de la Contribution.** (a) Aucun décaissement ne sera effectué sur les ressources de la Contribution pour financer :

- (i) dépenses en biens compris dans les groupes et sous-groupes de la liste «Classification Type pour le Commerce International» (ou «CTCI») des Nations-Unies, à laquelle la Clause 2.06 ci-dessous fait référence ;
- (ii) dépenses en biens obtenus au moyen de contrats dont le coût est inférieur à la somme de dix mille dollars (US\$10.000) ou sa contre-valeur en d'autres monnaies ;
- (iii) dépenses en biens financés en devises, à long ou moyen-terme ;
- (iv) dépenses en biens de luxe ;
- (v) dépenses en armes ;
- (vi) dépenses en biens destinés à un usage par les forces armées ;
- (vii) dépenses en biens d'un pays qui n'est pas membre de la Banque ; et
- (viii) dépenses régies par un contrat selon lequel la Banque a déterminé qu'une Pratique Interdite a été réalisée par un employé, agent, ou représentant du Bénéficiaire, ou de l'Organisme d'Exécution, au cours du processus d'appel d'offres, de la négociation ou de l'exécution dudit contrat et que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, n'a pas mis en œuvre, à la satisfaction de la Banque, une action appropriée et adéquate pour remédier à une telle situation.

(b) Si la Banque détermine à n'importe quel moment, que les ressources de la Contribution ont été utilisées pour financer les dépenses exclues au paragraphe (a) de cette Clause, le Bénéficiaire devra immédiatement rembourser à la Banque ou réapprovisionner le ou les comptes bancaires spéciaux mentionnés dans l'Article 3.01(c) des Normes Générales, le montant de la somme utilisée pour financer ces dépenses.

CLAUSE 2.06 **Liste Négative.** Les biens signalés à la Clause 2.05(a)(i) ci-dessus sont ceux qui figurent dans les catégories ou sous-catégories suivantes de la Classification Standard pour le Commerce International des Nations Unies (CUCI) incluant toute modification qui pourrait se produire dans lesdites catégories ou sous catégories dont le changement devra être notifié au Bénéficiaire par la Banque :

<u>Groupes</u>	<u>Sous-groupes</u>	<u>Description de l'article</u>
112	-	Boissons alcoolisées
121	-	Tabacs bruts ou non fabriqués ; déchets de tabac
122	-	Tabacs fabriqués (même contenant des succédanés de tabac)
525	-	Matières radioactives et produits associés
667	-	Perles, pierres précieuses et semi-précieuses, travaillées ou brutes
718	718	Réacteurs nucléaires et leurs parties et pièces détachées, éléments combustibles (cartouches) non-irradiés pour réacteurs nucléaires
897	897.3	Bijoux en or, en argent ou de métaux du groupe platine (à l'exclusion des montres et des boîtes de montre) et articles d'orfèvrerie (y compris les pierres précieuses serties)
971	-	Or, à usage non-monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)

CHAPITRE III

Exécution du Programme

CLAUSE 3.01 **Lettre de Politique.** Le Bénéficiaire et la Banque ont convenu que la teneur de la Lettre de Politique signée par le Ministre de l'Economie et des Finances, envoyée à la Banque par le Bénéficiaire en date du 7 mai 2012, qui décrit les plans d'action, objectifs et politiques envisagés pour l'achèvement du Programme, et dans laquelle le Bénéficiaire déclare son engagement pour l'exécution dudit Programme, fait partie intégrante du Programme.

CLAUSE 3.02 **Rencontres Régulières.** La Banque et le Bénéficiaire devront, à intervalle régulier et à la demande de l'une des parties, se réunir, en un lieu et à une date fixée d'un commun accord, afin d'échanger des vues sur : (i) les progrès enregistrés dans l'exécution du Programme et dans la réalisation des conditions énumérées dans les Clauses 2.02 et 2.03 de ces Clauses Spéciales ;

et (ii) la cohérence entre la politique macroéconomique du Bénéficiaire et le Programme. Préalablement à toute rencontre, le Bénéficiaire devra communiquer à la Banque, aux fins de commentaires, un rapport portant sur l'accomplissement des obligations signalées dans les alinéas (i) et (ii) de cette Clause.

CLAUSE 3.03 **Evaluation Ex-post.** Le Bénéficiaire s'engage à coopérer à l'évaluation qui sera réalisée par la Banque à la fin du Programme, pour identifier dans quelle mesure les objectifs du Programme ont été atteints. A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Banque les informations, données et documents qu'elle pourrait solliciter pour la réalisation de ladite évaluation.

CLAUSE 3.04 **Modifications des Dispositions Légales et des Règlements de Base.** Il est convenu que, si des modifications surviennent dans les politiques macroéconomiques ou sectorielles décrites dans la lettre mentionnée dans la Clause 3.01, dans les dispositions juridiques ou dans les règlements de base concernant l'Organisme d'Exécution, qui, du point de vue de la Banque, peuvent affecter substantiellement le Programme, la Banque aura le droit de réclamer du Bénéficiaire et de l'Organisme d'Exécution toutes les informations nécessaires pour déterminer si les modifications ont eu ou peuvent avoir un impact défavorable sur l'exécution du Programme ou sur la réussite des objectifs fixés, afin de prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions de cet Accord.

CHAPITRE IV

Registres, Inspections, et Rapports

CLAUSE 4.01 **Registres Comptables Distincts.** Toutes les ressources de la Contribution devront être déposées sur le compte spécial exclusif du Programme. Le Bénéficiaire s'engage également à tenir des registres comptables distincts, et un système approprié de contrôle interne, conformément à l'Article 6.01 des Normes Générales.

CLAUSE 4.02 **Audits.** En ce qui concerne la disposition de l'Article 6.01 des Normes Générales, le Bénéficiaire devra, dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date du décaissement de la Contribution, présenter à la Banque, au cas où celle-ci le lui demanderait, un état financier dudit décaissement. Ces états financiers devront être dûment audités, conformément aux termes de référence acceptés par la Banque, par un cabinet d'experts comptables indépendants jugés acceptables par la Banque.

CHAPITRE V

Dispositions diverses

CLAUSE 5.01 **Entrée en Vigueur de l'Accord.** (a) Les parties conviennent que le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Accord, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur.

(b) Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Accord, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des parties ne sera engagée.

CLAUSE 5.02 **Achèvement de l'Accord.** Le décaissement de la Contribution mettra fin au présent Accord, sauf en ce qui concerne des obligations pour lesquelles les parties peuvent prévoir un délai supérieur.

CLAUSE 5.03 **Validité.** Les droits et obligations conférés par le présent Accord sont valides et exigibles, conformément à ses termes, indépendamment des lois d'un pays déterminé.

CLAUSE 5.04 **Communications.** Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Economie et des Finances
5 Avenue Charles Sumner
Port-au-Prince
Haïti

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

CHAPITRE VI

Arbitrage

CLAUSE 6.01 **Engagement en Faveur de l'Arbitrage.** Pour la résolution de tout différend qui pourrait résulter du présent Accord et qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties, celles-ci s'engagent à se soumettre de façon inconditionnelle et irrévocable à la procédure et à la sentence du Tribunal Arbitral visées au Chapitre VIII des Normes Générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant dûment habilité à cet effet, signent le présent Accord en deux exemplaires de même teneur à Port-au-Prince, République d'Haïti, à la date indiquée ci-dessus.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE
DÉVELOPPEMENT

/s/

/s/

Marie Carmelle Jean Marie
Ministre d'Economie et des Finances

Eduardo Almeida
Représentant de la Banque